



Malgré l'interdiction de la baignade

Criques et petites plages ne désemplissent pas

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5443 - Dimanche 8 août 2021 - Prix : 10 DA

Présidence de la République
Le Président Tebboune réunit aujourd'hui le Conseil des ministres

Page 2

Collecte des dons au profit des victimes du Covid-19

Des mesures pour encadrer l'opération de solidarité

Page 3

Un seul obstacle reste devant la résolution de la crise libyenne : la Turquie

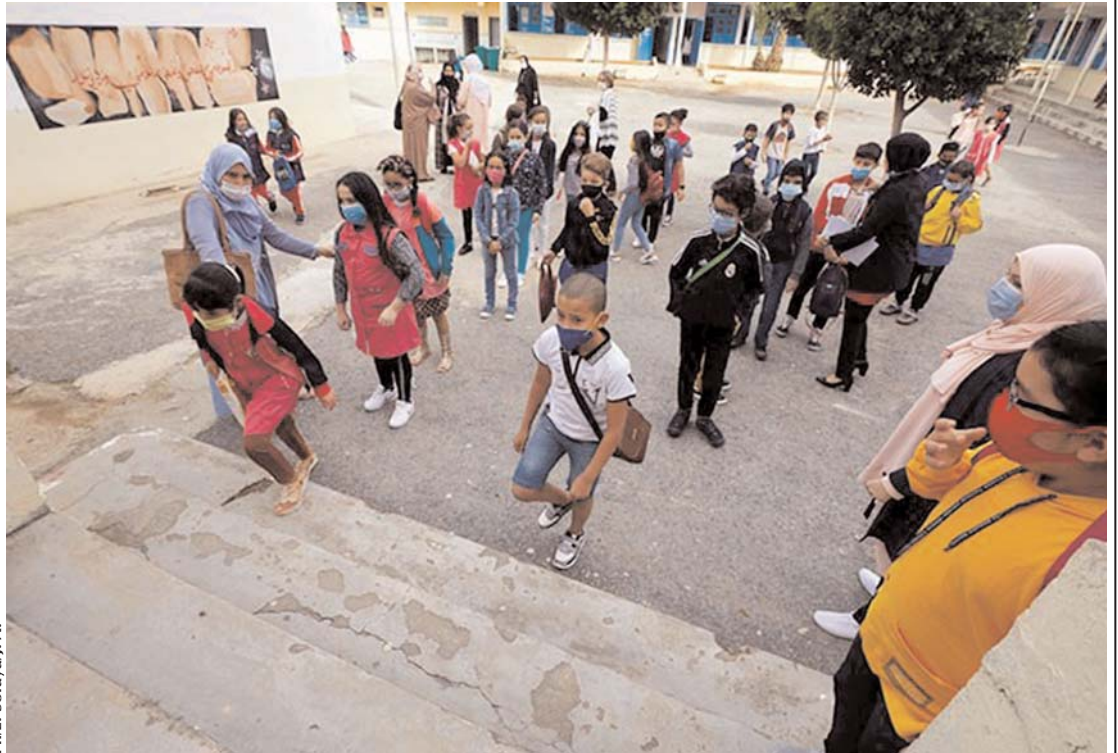
Par Mohamed Habili

La réouverture de la route côtière est-ouest, à la suite d'un accord entre les militaires au sein du Comité 5+5, est un grand pas de fait vers la résolution de la crise libyenne, qui n'a que trop duré. Cette réalisation a été saluée à l'intérieur comme à l'extérieur de la Libye, par les pays voisins comme par les plus grandes puissances, dans un concert d'applaudissements comme on en a rarement entendu de pareil. S'il existe aujourd'hui une crise sur laquelle il y a un consensus mondial pour la dénouer dans les meilleurs délais, c'est bien elle, la crise libyenne. On chercherait longtemps avant de trouver un cas similaire, où le monde entier est au chevet d'un pays en désarticulé, veillant à son intégrité territoriale avant qu'il ne soit à même de s'en charger lui-même, lui tendant de tous côtés des mains secourables, exhortant ses protagonistes à surmonter au plus vite leurs divisions internes, à prendre de la hauteur dans les vues, à mettre l'intérêt suprême de leur pays au-dessus de toute considération partisane ou clanique, ou de quelque autre nature qu'elle soit. Aucun autre pays en crise, arabe ou non d'ailleurs, ne jouit d'une telle sollicitude de la part du reste du monde.

Suite en page 3

En raison de la situation épidémiologique

Incertitudes sur la date de rentrée scolaire



Ph/E. Soraya/I. A.

Lors de la réunion tenue avec le ministre de tutelle, le sujet de la rentrée scolaire, prévue le 7 septembre prochain, a été abordé. Selon le président de l'Union nationale des parents d'élèves, si la situation épidémiologique actuelle persiste, il n'est pas question de mettre la vie des élèves en danger. Page 3

Covid-19/Tizi Ouzou

Les horaires des commerces et transport de voyageurs réaménagés dans six communes

Page 2

Santé à Béjaïa

Début d'installation de quatre générateurs à oxygène

Page 2

Malgré l'interdiction de la baignade

Criques et petites plages ne désemplissent pas

■ L'interdiction de la baignade au niveau des plages qui répondent aux normes et conditions requises n'est pas du goût des estivants qui ont, malgré cette mesure complémentaire de lutte contre le virus reconduite pour 10 jours, pris d'assaut ce week-end les différentes plages et criques non surveillées.



Ph. E. Soraya/J. A.

«La situation est certes grave, mais on arrive au bout de notre patience. Pour les enfants c'est encore pire, ils ne supportent plus de rester à la maison et vu que tous les lieux de loisirs sont fermés, il ne nous reste que ces criques pour respirer». Il est à noter qu'outre la fermeture des maisons de jeunes, des centres culturels, des espaces récréatifs de loisirs et de détente, des lieux de plaisance, il a été décidé également la fermeture des plages au niveau des wilayas côtières concernées par la mesure de confinement partiel à domicile. Cette mesure a été reconduite dans 37 wilayas du pays pendant 10 jours à partir du 5 août.

«La situation est certes grave, mais on arrive au bout de notre patience. Pour les enfants c'est encore pire, ils ne supportent plus de rester à la maison et vu que tous les lieux de loisirs sont fermés, il ne nous reste que ces criques pour respirer». Il est à noter qu'outre la fermeture des maisons de jeunes, des centres culturels, des espaces récréatifs de loisirs et de détente, des lieux de plaisance, il a été décidé également la fermeture des plages au niveau des wilayas côtières concernées par la mesure de confinement partiel à domicile. Cette mesure a été reconduite dans 37 wilayas du pays pendant 10 jours à partir du 5 août.

T. K.

Par Tinhinène Khouchi

L'augmentation des cas de contamination par le coronavirus à travers le pays a amené les pouvoirs publics à interdire l'accès aux plages comme mesure complémentaire au dispositif

de lutte contre la pandémie. Même si certains saluent et respectent cette mesure, nombre d'habitants des villes côtières l'acceptent mal et se baignent dans les criques et petites plages qui, même si elles ne répondent pas aux normes et conditions requises, «sont proches des habi-

tations, gratuites et surtout ne sont pas surveillées par les gendarmes et la police», nous confie Salim, père de famille rencontré ce week-end à Bologhine. Cet engouement pour ces petites plages ne fait qu'augmenter ces derniers jours. «Il fait très chaud, alors je n'attends pas la réouver-

Bilan des dernières 24 heures

1 140 nouveaux contaminés et 33 décés

L'ALGÉRIE a enregistré 33 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 13 cas de moins que le bilan d'hier (46), portant à 4 520 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 1 140 cas, soit 63 cas de moins par rapport au bilan d'hier (1 203), pour atteindre, au total, 180 356 cas confirmés.

R. N.

Covid-19/Tizi Ouzou

Les horaires des commerces et transport de voyageurs réaménagés dans six communes

Les autorités de la wilaya de Tizi Ouzou ont enfin commencé à

durcir le dispositif de lutte contre la propagation du coronavirus en répondant favorablement à la demande des populations de prendre des mesures supplémentaires au niveau d'au moins six communes. En effet, le wali de Tizi Ouzou a signé hier deux arrêtés, l'un portant fermeture des commerces de 14h à 6h du matin du lendemain, et le second relatif à la suspension des activités de transport de voyageurs de 17h à 6h du matin du lendemain au niveau des

communes de Boghni, Azazga, Fréha, Bounouh, Mechtras et Assi Youssef, vraisemblablement à la demande des maires de ces communes et eu égard à la recrudescence des contaminations dans lesdites localités. Néanmoins, l'annonce de ces nouvelles mesures a été accompagnée par des appels à leur élargissement à d'autres communes de la wilaya, lancés par des maires, des comités de villages, des animateurs du mouvement associatif ainsi que des

citoyens. Les localités du littoral de la wilaya de Tizi Ouzou devraient aussi voir le durcissement des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus à l'appel même des maires et des habitants de ces régions, eu égard au flux important d'estivants qui prennent d'assaut quotidiennement les plages non surveillées et des zones rocheuses. Sur le front de la prise en charge des malades, le CHU de Tizi Ouzou a érigé vendredi soir un chapiteau de 24 lits à

l'intérieur de sa cour pour accueillir les malades dont le nombre n'a pas cessé d'augmenter. «Face à la hausse vertigineuse du nombre de malades Covid-19 hospitalisés qui a atteint les 380 patients, la direction du CHU de Tizi-Ouzou a dû recourir à l'installation, vendredi soir, d'un chapiteau sanitaire climatisé de 24 lits pour contenir le flux», lit-on sur le compte Facebook du CHU de Tizi Ouzou.

Hamid M.

Présidence de la République
Le Président Tebboune réunit aujourd'hui le Conseil des ministres

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres, a indiqué, hier, un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, présidera, dimanche 8 août 2021, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen de nombre d'exposés portant sur les secteurs de la Santé, de l'Agriculture et de l'Industrie», précise le communiqué.

Y. N.

Santé à Béjaïa

Début d'installation de quatre générateurs à oxygène

L'installation des quatre générateurs à oxygène, acquis en faveur des hôpitaux de la wilaya de Béjaïa et financés sur le budget de la wilaya et par des opérateurs économiques de la région, a débuté hier. Les travaux d'installation de ces équipements ont été pris en charge par l'équipe technique du fournisseur AFMED et les ingénieurs de l'entreprise nationale Tarkib, une filiale de Sonelgaz. Il s'agit des unités à oxygène des hôpitaux de Béjaïa, Amizour, Sidi-Aïch et Kherrata. Deux générateurs, en l'occurrence ceux de l'hôpital Khellil-Amarne et Amizour, ont été financés sur le budget de la wilaya et deux autres, ceux de Kherrata et Sidi-Aïch, ont respectivement été financés par la Laiterie Soummam et le Groupe FLY Aïssat Mahmoud de la région Sidi-Aïch. La cellule de communication de la wilaya a rappelé hier que «14 milliards de centimes ont été

dégagés sur le budget de wilaya pour l'acquisition de concentrateurs à oxygène, l'installation de générateurs à oxygène, l'achat des armoires et camions frigorifiques». Et d'ajouter : «Deux autres générateurs à oxygène ont également été financés sur le budget de la wilaya et sont destinés aux hôpitaux de Aokas et Akbou. Leur livraison est prévue au courant de la semaine». Les quatre stations de production d'oxygène 60 m³/h, 1000 L/minute, importées de Turquie, sont arrivées vendredi soir à l'aéroport international d'Alger. Des plateformes en béton, sur lesquelles devraient être posées ces unités, ont été construites au niveau du CHU de Béjaïa, EPH Amizour et l'hôpital de Kherrata et Sidi-Aïch. «Elles ont été financées sur le budget de la wilaya», précise la cellule de communication de la wilaya. «Le wali, qui suit de très près l'évolution de la situation sanitaire, a

annoncé également l'acquisition de 480 concentrateurs d'oxygène de 10 L et les bons de commandes d'acquisition ont déjà été remis aux fournisseurs», souligne la même source. En outre, 16 armoires frigorifiques (-20 ° à -22 °) sont déjà livrées et installées au niveau de 8 EPSP (2 armoires par EPSP), à savoir : les EPSP Sidi-Ali Labhar, El-Kseur, Adekar, Sidi-Aïch, Tazmalt, Seddouk, Aokas et Kherrata. D'autres équipements ont également été acquis sur le budget de la wilaya. Il s'agit de 40 chariots porte-malades mécaniques en ABS, 40 paravents à 2 vantaux sur roues et 40 potences, destinés aux établissements hospitaliers de la wilaya. Notons que le prochain arrivage, prévu ces jours-ci, concerne un lot de générateurs destinés à l'EPH d'Aokas, au CHU (unité Frantz-Fanon) et l'EPH de Souk El-Tennine.

Hocine Cherfa

En raison de la situation épidémiologique

Incertitudes sur la date de rentrée scolaire

■ Lors de la réunion tenue avec le ministre de tutelle, le sujet de la rentrée scolaire, prévue le 7 septembre prochain, a été abordé. Selon le président de l'Union nationale des parents d'élèves, si la situation épidémiologique actuelle persiste, il n'est pas question de mettre la vie des élèves en danger.

Par Aomar Fekrache

La date de la prochaine rentrée scolaire s'annonce incertaine à cause de la situation épidémiologique prévalant dans le pays. C'est du moins ce qu'indique Hamid Saadi, président de l'Union nationale des parents d'élèves, au terme d'une réunion tenue, hier, avec le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed. Dans une déclaration reprise par des médias, M. Saadi a déclaré que lors de la réunion tenue avec le ministre de tutelle, le sujet de la rentrée scolaire, prévue le 7 septembre prochain, a été abordé. Selon lui, si la situation épidémiologique actuelle persiste, il n'est pas question de mettre la vie des élèves en danger. Ainsi, a-t-il ajouté, la décision de report de la rentrée n'est pas à écarter. Le président de l'Union nationale des parents d'élèves n'a toutefois pas manqué de préciser que la décision finale revient à la Commission nationale de veille et de suivi de l'évolution de l'épidémie de coronavirus.

De son côté, le ministre de l'Éducation nationale a affirmé que le secteur était disposé à répondre aux préoccupations des représentants des parents d'élèves de manière «responsable et positive». «Nous serons prêts pour la rentrée scolaire en ce qui concerne le volet relatif aux parents d'élèves», a-t-il dit,



P.H.D.R.

précisant avoir instruit tous les directeurs de l'éducation d'écouter les représentants des parents d'élèves et de prendre en charge leurs préoccupations.

Concernant, les mesures sanitaires décidées par l'État pour faire face à la propagation du coronavirus, le ministre a réitéré son appel au respect des mesures nécessaires à la préservation de la santé de tous. De par l'importance des associations et organisations des parents d'élèves en tant que partenaire «important» du secteur de l'Éducation nationale, le

ministre a tenu à mettre en exergue «la solidarité» des parents d'élèves en cette conjoncture sanitaire que traverse le pays, appelant ces derniers à adhérer davantage à leur espace virtuel via le site du ministère qui compte jusqu'à présent deux millions d'adhérents. Cet espace «facilite le règlement des problèmes sans se déplacer aux directions de l'Éducation», a-t-il expliqué, précisant avoir donné des instructions aux directions de l'Éducation pour «élargir les points d'accueil et mener un travail de proximité pour faire éviter

aux parents le déplacement aux directions». Il est à noter que cette rencontre du ministre de l'Éducation nationale s'est tenue avec M^{me} Khiair Djamilia, présidente de la Fédération nationale des associations des parents d'élèves, M. Khaled Ahmed, président de l'Association nationale des parents d'élèves, M. Ali Benzina, président de l'Organisation nationale des parents d'élèves et M. Hamid Saadi, président de l'Union nationale des parents d'élèves.

A. F.

Collecte des dons au profit des victimes du Covid-19

Des mesures pour encadrer l'opération de solidarité

Alors que le Covid-19 continue de faucher des vies, notamment en raison du manque d'oxygène et de matériel médical, des dons émanant du simple citoyen ou d'opérateurs économiques continuent d'affluer pour faire face à cette pandémie. La diaspora algérienne n'a pas manqué, depuis le début de la crise sanitaire, d'apporter son aide. Pour bien gérer l'opération, des conditions d'acheminement de tous les dons ont été fixées. Un élan de solidarité et d'entraide s'est manifesté en cette conjoncture sanitaire difficile. Pour mieux encadrer et organiser cette action initiée par la diaspora algérienne, des mesures ont été prises par l'ambassade d'Algérie en France qui impose des conditions pour la collecte et l'acheminement des dons de concentrateurs d'oxygène et autre matériel médical au profit des victimes du Covid-19, qui doivent recevoir au préalable l'autorisation des autorités consulaires après avoir déposé un dossier. Une fois cette formalité accomplie, les dons seront

acheminés non pas vers les citoyens mais vers la Pharmacie centrale. «L'ambassade d'Algérie en France porte à la connaissance des associations communautaires, collectifs et ressortissants algériens, que la concrétisation des opérations de solidarité initiées par les membres de la communauté nationale à l'étranger, venant en appoint aux actions menées par l'État dans la lutte contre la propagation de la pandémie de Covid-19, obéissent à des conditions», précise la représentation diplomatique dans un communiqué. Elle souligne également que «les initiateurs d'opération de collecte et d'acheminement de dons sont tenus de prendre attache avec les représentations consulaires territorialement compétentes, à l'effet de solliciter la délivrance de l'Autorisation d'acheminement de dons». Le dossier de demande d'autorisation doit comporter les indications suivantes : l'identité des donateurs (associations, collectifs, particuliers), agrément, le cas échéant, la liste du matériel médical (concentrateurs

d'oxygène), des consommables et des produits pharmaceutiques collectés, comportant les indications sur le volume, le poids et la valeur.

La PCH, seule destinataire des dons

L'ambassade précise encore que la Pharmacie centrale est le seul et unique destinataire des dons recueillis. Il se charge de la répartition du matériel médical, des consommables et produits pharmaceutiques collectés selon son évaluation des besoins au niveau national. L'acheminement de ces aides s'opère à partir des trois plateformes aéroports : Paris, Marseille et Lyon.

S'agissant du déplacement en Algérie des praticiens de la santé dans le cadre du bénévolat, l'ambassade invite les professionnels et praticiens de la santé désireux de se rendre au pays pour contribuer, au sein des structures sanitaires, à la prise en charge des malades atteints de Covid-19, à se rapprocher de la représentation consulaire dont

ils relèvent afin de manifester leur engagement et d'être portés sur la liste des volontaires.

Les volontaires gérés par le ministère de la Santé

A l'effet de programmer le déplacement des personnes concernées, ces dernières sont priées de communiquer les éléments d'information nécessaires, notamment la spécialité et la période de disponibilité. L'ambassade souligne que la répartition des personnes volontaires au niveau des infrastructures sanitaires relève du ressort exclusif du ministère de la Santé. Elles seront contactées par les représentations consulaires pour notification de la destination et période retenue pour leur mission. Les volontaires trouveront à leur arrivée à Alger le moyen de transport adéquat pour rejoindre leur lieu d'affectation, de même qu'ils seront informés de leurs conditions de travail et de séjour.

Louisa Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

Un seul obstacle reste devant la résolution de la crise libyenne : la Turquie

Suite de la page une

Ce n'est pas sur la Libye qu'on risque de voir une cassure au sein du Conseil de sécurité, ou tel membre permanent recourir à son veto. Toute résolution la concernant y passe au contraire comme une lettre à la poste. Tout le monde est d'accord pour que ce pays retrouve au plus vite sa place dans le concert des nations. Cet objectif est supposé devoir être atteint dès la fin de cette année, avec l'organisation d'élections générales, censées se tenir très exactement le 24 décembre, pas un jour d'avance et pas un jour de retard. C'est qu'il suffirait d'un rien, et même de trois fois rien, de changé par rapport à ce qui a été convenu entre tous, à Berlin, à Genève, et dans maints autres endroits, entre Libyens et non Libyens, pour que tout risque de tomber à l'eau. Pour que l'année s'achève sans que la crise libyenne ne soit réglée, définitivement réglée. Or, pour que tout se passe bien, trois conditions principales sont à remplir. Premièrement, l'arrêt des hostilités, c'est chose faite depuis octobre 2020. Deuxièmement, la réouverture de la route est-ouest, c'est maintenant fait. Troisièmement, le départ des forces étrangères et des mercenaires à la solde de l'un et l'autre camp. Et là-dessus, rien n'est encore fait. Pire encore, un pays de la région, ayant des soldats, mais également de pourvoyeur mercenaires, en Libye, ne semble pas du tout disposé à les rappeler. Ce pays est la Turquie, dont on se demande si par hasard elle n'a pas juré de faire capoter le processus de sortie de crise mis en œuvre en Libye par la communauté internationale, et si près d'aboutir qu'il soit maintenant. Il y a encore quelques heures, lors d'une communication téléphonique, les deux ministres des Affaires étrangères algérien et américain, ont rappelé l'importance du préalable que représente le départ des forces étrangères pour le dépassement de la crise libyenne. En effet, un pays occupé ne saurait s'exprimer librement. Il reste cinq mois d'ici à ce que ces élections décisives se tiennent. Il faut que ces forces étrangères soient parties bien avant. Or la Turquie en est encore à dire que ses forces présentes en Libye le sont en vertu d'un accord passé avec le gouvernement d'union nationale de Fayaz el-Serraj, lequel n'existe plus. C'est comme si elle disait que pour qu'elle les retire, il faudrait un deuxième accord en ce sens mais avec la même partie libyenne, qui elle est partie pour ne plus revenir. Comme quoi, elle ne pourrait les rappeler quand bien elle le voudrait.

M. H.

Lutte contre les maladies parasitaires

Vers le traitement de plus d'un million de palmiers à El Oued et El M'Ghair

■ Plus de 1.2 million de palmiers productifs seront traités contre Boufaroua et Myelois, dans les wilayas d'El-Oued et El M'Ghair, durant la saison agricole actuelle, au titre de la première phase de la campagne préventive contre les maladies parasitaires, a-t-on appris auprès des responsables de la Chambre d'agriculture.

Par Hamid N.

L'opération s'inscrit au titre du programme préventif arrêté par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, visant à prévenir les risques des parasites qui ravagent le palmier dattier, a indiqué le secrétaire générale de la Chambre d'agriculture, Ahmed Achour.

Cette action préventive est répartie en deux phases, dont la première a été achevée et a permis le traitement de 650 000 pal-

miers contre le Boufaroua, à travers les palmeraies de la région, selon la même source.

La seconde phase, lancée récemment, ciblera 6 800 palmiers productifs, de variété «Daglet-Nour», contre le Myelois, a-t-on ajouté.

Les deux étapes de cette action préventive ont été confiées aux services de l'Institut national de protection des végétaux (INPV), qui ont traité près de 300 000 palmiers dattiers notamment dans les régions de Oued-Righ, Hobba (commune de Reguiba) et Akfadou (commune

de Debila), a-t-on expliqué.

Des entreprises privées, retenues au titre de cette opération, ont traité plus de 550 000 palmiers, alors que 400 000 palmiers ont été traités par les fellahs de la région, eux aussi dotés d'insecticides de l'INPV, a-t-on fait savoir. Des camions dotés de moyens techniques ainsi qu'une main-d'œuvre qualifiée ont été mobilisés pour cette action de traitement contre les maladies parasitaires, supervisée par l'INPV, en coordination avec la Direction des services agricoles de la wilaya d'El Oued. H. N.



Ph.D. R.

Batna

Brahim Chetouh, le mécanicien qui travaille grâce à sa fine audition et sa mémoire

Brahim Chetouh, un jeune non-voyant de 30 ans, entretient, répare et assure la vérification mécanique des voitures depuis plus de dix ans dans son petit garage de mécanicien, situé dans le quartier populaire Douar Eddis de la ville de Batna.

Ce jeune non-voyant utilise son ouïe fine pour repérer la moindre vibration ou bruit bizar-

re d'un moteur, et compte aussi sur son sens du toucher pour reconnaître les outils et les pièces de chaque partie du moteur sur lequel il intervient.

Né malvoyant, Brahim, père d'une fillette de six mois, affirme avoir perdu totalement la vue en 2006, et que jusqu'à cette période il pouvait vaguement voir avec son œil droit.

Assisté parfois par Mohamed, son ami apprenti mécanicien, Brahim préfère, dit-il, intervenir seul sur une voiture, car cela lui permet de mieux se souvenir des pièces démontées et de les replacer infailliblement au bon endroit.

La relation de Brahim avec la mécanique automobile a débuté dès son enfance dans l'atelier de son père Ahmed qui était également mécanicien avant de se

convertir en vendeur de pièces de rechange.

«C'est dans l'atelier de mon père que j'ai fait la découverte des clés, tournevis, écrous et moteurs de voiture», souligne Brahim. «J'entretiens les suspensions des véhicules, leurs chaînes de distribution et les divers mécanismes et j'effectue toute autre sorte de réparation mécanique», relève fièrement ce jeune mécanicien qui affirme «s'améliorer constamment» grâce à ses amis mécaniciens auprès desquels il a appris, ajoute-t-il, à intervenir même sur les grosses cylindrées, à l'instar des Range Rover, Golf 7 et Tiguan.

«Par rapport aux autres mécaniciens, j'ai l'avantage de voir par le toucher les parties cachées du moteur qu'ils ne peuvent voir avec leurs yeux», dit-il, lui appar-

tenant à la catégorie des gens qui «voient» par leur audition, comme témoignent certains de ses clients. Très débrouillard malgré son handicap, Brahim assure, outre ses activités au garage, l'accompagnement et la vérification en vue de l'achat d'une voiture d'occasion, à ceux qui le souhaitent. «Alors que la plupart des autres mécaniciens doivent inspecter entièrement la voiture pour repérer d'éventuels problèmes cachés, ce jeune non-voyant se contente de monter à côté du conducteur, de sentir le comportement de la voiture et d'entendre ses moindres bruits grâce à son ouïe fine», soutient Abdeslam Aouadi, l'un de ses fidèles clients.

«J'ai déboursé plus de 7 000 DA chez un garagiste pour une fuite d'huile de moteur sans qu'il

parvienne à la stopper. Mais en me rendant chez Brahim, il a vite compris qu'il fallait seulement changer le joint spi et la fuite d'huile a aussitôt cessé», raconte Abdeslam qui ajoute qu'outre ses compétences de mécanicien, Brahim est «un homme très correct et digne de confiance».

Troisième d'une fratrie de sept enfants dont deux atteints de handicap visuel, Brahim a fréquenté l'école des jeunes aveugles de la cité Kechida du chef-lieu de wilaya, avant de suspendre précocement son instruction en 2008 (3^e année moyenne) pour se lancer dans la mécanique. Malvoyante également, sa sœur cadette Rayane, âgée de 18 ans, se prépare à passer l'année prochaine son baccalauréat, confie-t-il.

Maya H.

Covid-19/Tizi-Ouzou Installation d'un chapiteau au CHU pour faire face à l'afflux des malades

Un chapiteau destiné à la prise en charge des malades de Covid-19 a été installé au niveau du CHU Mohamed-Nedir de Tizi-Ouzou, pour faire face à l'«important» afflux des personnes atteintes par cette pandémie, a annoncé, samedi dans un communiqué, la cellule de communication de cet établissement hospitalier. Ce chapiteau a été installé vendredi soir, a indiqué la même source qui a précisé que «face à la hausse vertigineuse du nombre de malades Covid-19 hospitalisés et qui a atteint les 380 patients, la direction du CHU de Tizi-Ouzou a dû recourir à l'installation, vendredi à 22h, d'un chapiteau sanitaire climatisé». Ce chapiteau, destiné à «contenir le flux des patients», est d'une capacité de 24 lits, selon le communiqué qui lance aussi un appel à la mobilisation de tous, par le respect des gestes barrières afin de rompre la chaîne de contamination. S. O.

Face à la crise sanitaire, la radio Mostaganem se regarde le nombril

Dans une crise sanitaire battante et dans une situation de psychose quasi généralisée, Radio Mostaganem est restée indifférente aux préoccupations majeures des citoyens. Il demeure inconcevable qu'un instrument d'information et de communication pour lequel l'Etat dépense des sommes colossales ne réagit pas au summum de la crise. Durant toute la crise de l'oxygène qui a angoissé la population par les dégâts humains occasionnés, la radio est restée hors-jeu, totalement insoucieuse. En effet, la crise de l'oxygène, le nombre de décès et la galopante courbe des contaminés, n'ont suscité chez les responsables de la radio le devoir d'apaiser les esprits, ni de contribuer à la sensibilisation, ni faire

appel aux professionnels de la santé, ceux du mouvement associatif pour au moins tranquilliser, par la communication, des citoyens désarmés par la peur. Des familles touchées de plein fouet par la crise de l'oxygène n'ont pas trouvé une radio pour les diriger, une radio qui devait aller chercher l'information pour la communiquer en guise d'orientation pour une population qui de droit devait être informée par ce service public. Tout porte à croire que de public cette radio n'en a rien si elle ne monte pas au front en temps de guerre. La vaccination considérée comme rempart principal contre ce virus mortel s'est réorganisée par l'ouverture d'une multitude de points de vaccination. Mais le grand public n'a pas l'information sur ces centres proprement dits.

A défaut d'une information venant de la radio, ces citoyens errent à travers les quartiers et se lassent de l'errance, surtout les personnes âgées. A se poser la question : à quoi sert la radio si celle-ci ne s'implique pas en temps de crise par des programmes utiles au public de la wilaya ? A Mostaganem, on a cette impression que les situations difficiles sont toutes à la charge du wali qui devient l'arbre qui cache la forêt. On a aussi cet étonnement de voir certains responsables se regarder le nombril dans les moments où la société est ébranlée par une tension quelconque. Lors d'une rencontre du mouvement associatif avec le chef de l'exécutif, la radio a été pointée du doigt pour son inefficacité, sa léthargie et son insouciance par rapport à ce qui se passe dans la

wilaya. Certains ont même dénoncé cet état de fait au moment où la sensibilisation demeure une parade contre la vertigineuse propagation du virus «Delta». Des milliards de dinars ont été dépensés dans l'optique de moderniser Radio Mostaganem, une des meilleures infrastructures à l'échelle nationale, des équipements ultra modernes, mais cette radio sonne creux et semble ne pas vouloir s'adapter aux aspirations des citoyens ni aux ambitions de la wilaya. Ses journalistes, aussi compétents qu'ils soient, semble être coincés par le manque d'inspiration occasionné par une gestion stérile. Cette radio a besoin d'une refonte afin de pouvoir, un jour, compter sur sa contribution dans le contexte de l'information.

Lotfi Abdelmadjid

Paiement électronique

Le nombre des web-marchands franchit le seuil de 100 au 1^{er} semestre

■ Plus de 100 web-marchands ont intégré la plateforme de paiement sur internet en Algérie au terme du premier semestre 2021, marquant l'intérêt croissant des commerçants pour ce type de paiement qui permet d'élargir leur clientèle et d'améliorer leurs chiffres d'affaires.

Par Salem K.

Selon un bilan du Groupement d'intérêt économique (GIE) Monétique, obtenu par l'APS, le nombre des web-marchands algériens a atteint 105 à la fin du mois de juin dernier, contre 48 une année auparavant, soit une évolution de 118,75 %. La vente des biens représente la plus grande portion de l'activité des web-marchands avec 38 opérateurs, suivie par les prestataires de services (formation, visa, transport de colis, billets électroniques pour événements sportifs, rechargement téléphonique...) et les compagnies d'assurances avec, respectivement, 15 et 13 opérateurs. Le web-marchands activant dans le secteur du Tourisme (agences de voyages et hôtels) sont au nombre de 12.

Parmi les opérateurs homologués pour le paiement sur internet, on trouve également 8 sociétés de distribution de l'électricité/gaz et de l'eau, 6 organes qui offrent des services administratifs, 5 opérateurs dans les télé-



communications, 3 entreprises de presse, 3 entreprises activant dans le transport aérien ou ferroviaire, 2 opérateurs VTC (véhicules de transport avec chauff-

teur). Le même bilan fait état d'une hausse de 133,66 % en matière d'opérations de paiement par internet au cours du premier semestre, comparative-

ment à la même période de l'année 2020. Ainsi, plus de 3,5 millions de transactions via internet ont été effectuées durant la période janvier-juin 2021 avec un

montant avoisinant 4,4 milliards de dinars. Quant aux transactions électroniques effectuées par des terminaux de paiement électroniques (TPE), elles ont enregistré une hausse de 520,27 % durant les six premiers mois de l'année en cours, par rapport à la même période de l'année écoulée. Cela au bénéfice d'une augmentation de l'ordre de 28,37 % du nombre de TPE placés auprès des commerçants à travers le réseau des accepteurs, avec un total de 38 422 terminaux contre 29 931 appareils, un an avant. D'autre part, le GIE Monétique a relevé que le parc des distributeurs automatiques de billets (ATM) n'a enregistré aucune nouvelle installation depuis le premier semestre de l'année 2020, avec un nombre d'ATM figé à 3 030 appareils installés. Ce qui n'a pas pour autant affecté le nombre de transactions (valides) sur ATM qui ont évolué de 17,33 % avec 38,2 millions de transactions enregistrées au cours du premier semestre 2021.

S. K.

Céréales/Campagne labours-semences 2021/2022

Le ministère de l'Agriculture engage la préparation en amont

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a engagé une préparation de la campagne céréalière labours-semences 2021/2022, en prévision d'éventuelles pluies précoces, et ce, à travers le renforcement des mesures de soutien aux agriculteurs et de fourniture des semences traitées et des engrais, a indiqué à l'APS un responsable au ministère. A ce titre, le directeur de la régulation et du développement de la production agricole au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Messaoud Bendridi, a précisé que «le ministère a décidé de préparer directement la campagne labours-semences 2021/2022, à partir de juillet au lieu du mois de septembre comme c'était le cas durant les années précédentes, et ce, en parallèle de la campagne de récolte en cours». En avançant la date du lancement de la campagne labours-semences 2021/2022, il a également été décidé de raccourcir et de simplifier plusieurs procédures et de renforcer les opérations de soutien aux agriculteurs. A ce propos, le secteur a instruit en juillet dernier les Coopératives de céréales et légumes secs (CCLS), l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI), les Chambres agricoles et les Directions de l'agriculture à travers toutes les wilayas concernées, à l'effet d'entamer la prépa-

ration de la campagne de labour et de semis, en réunissant toutes les conditions propices pour sa réussite, souligne M. Bendridi. Des mesures permettront d'avancer la date du lancement des opérations de semences d'octobre à septembre prochain, selon le même responsable.

Report du paiement du prêt «Rfig» pour les agriculteurs impactés par la sécheresse

Dans le cadre des mesures de soutien prises, il a été décidé le report du paiement du prêt «Rfig» par les agriculteurs clients de la Banque de l'agriculture et du développement rural «BADR», impactés par la sécheresse dans certaines zones et qui n'ont pas atteint une certaine rentabilité leur permettant de reprendre leurs activités durant la saison en cours. Ainsi, ajoute M. Bendridi, les dossiers seront étudiés «au cas par cas», afin de permettre aux agriculteurs, dont les dégâts sont confirmés, de bénéficier de nouveaux prêts qui leur permettront de poursuivre leur activité. Les agriculteurs concernés doivent déposer leurs dossiers au niveau de la Commission de wilaya de suivi et de préparation de la campagne de labour et de semis, en vue d'élaborer un rapport sur la base duquel sera prise la décision finale. Le même responsable a indiqué, dans ce

cadre, que l'opération se déroulait au niveau du guichet unique dans chaque wilaya, incluant les CCLS, la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), la BADR et les directions de l'agriculture, ce qui permet, selon lui, d'accélérer le traitement des dossiers. Ce guichet unique permettra également de réduire le délai d'accès des agriculteurs à leurs créances pendant la saison des récoltes à 72 heures. Dès que l'agriculteur livre son produit, les CCLS émettront un chèque correspondant à la valeur du produit, lequel sera adressé à la Banque. Cette dernière déduit la valeur des intrants agricoles acquis, ainsi que les prêts obtenus pendant la saison des labours, avant que le chèque définitif ne soit présenté à l'agriculteur.

Un programme d'irrigation «de surface» dans le Sud

Le même responsable a fait savoir que le ministère adoptera, lors de cette saison, un programme visant à renforcer «l'irrigation de surface» pour développer les céréales dans le Sud et l'irrigation complémentaire dans le nord, à la faveur des moyens d'irrigation qui ont enregistré un grand intérêt des agriculteurs récemment en raison du manque de précipitations cette année. Le secteur a revu les

modalités de financement de réalisation de retenue d'irrigation ou d'acquisition d'équipements d'irrigation complémentaire, en se basant sur les prix du marché comme prix de référence pour les équipements et matériels et non sur la base de taux définis, a-t-il ajouté. L'agriculteur dépose une demande jointe d'une copie de la carte d'agriculteur et de facture proforma au niveau de la direction des services agricoles, en vue d'obtenir le soutien financier. Cette demande sera ensuite soumise à la commission technique de la wilaya en vue de vérifier la conformité du dossier et la disponibilité d'une ressource d'eau indépendante dans les terres en question. Concernant le matériel, M. Bendridi a assuré sa disponibilité actuellement, car toutes les wilayas ont obtenu leurs quotas, ajoutant que tous les agriculteurs bénéficieront de 35 % de remboursement accordé par l'Etat en cas d'acquisition de tracteurs et de matériel d'accompagnement et de traitement. Le ministère accorde un quota de tracteurs et de matériel d'accompagnement aux directions des services agricoles en coopération avec l'Entreprise nationale de commercialisation de matériels agricoles (PMAT). S'agissant des semences, des instructions ont été données à l'effet d'envoyer les semences directement après leur récolte pour traitement et pèse, outre la

garantie de quantité suffisante d'engrais phosphatés et azotés au profit des agriculteurs avec un soutien financier, en l'occurrence une réduction de l'ordre de 20 % de leurs prix.

Augmentation des superficies d'agriculture du blé dur

Le secteur a tracé un programme de développement de l'agriculture du blé dur en vue d'augmenter la superficie globale d'agriculture des céréales estimée à 3,5 millions hectares, et ce, en exécution des instructions du ministre de l'Agriculture, Abdelhamid Hemdani. Il a fait état du lancement d'une opération de recensement des terres agricoles favorables à la culture du blé dur au niveau national, notamment dans les régions à fortes précipitations. Dans ce cadre, une feuille de route sera adoptée pour déterminer les zones habilitées pour l'agriculture du blé dur. Les agriculteurs qui entameront cette activité bénéficieront de soutien financier. Le secteur adopte également un programme de développement de l'agriculture de l'orge pour approvisionner les éleveurs en cette matière. Les agriculteurs bénéficieront, durant la campagne labours-semences, d'accompagnement technique d'instituts agricoles à travers le territoire national, a-t-il indiqué. S. K.

Semaine de sensibilisation sur le Covid-19

Artistes et scientifiques se mobilisent contre la pandémie

■ Les actions de don et de solidarité se multiplient en Algérie, après la dégradation remarquable de la situation sanitaire à cause de la pandémie de Covid-19. A l'instar des autres citoyens du pays et des hommes d'affaires, les artistes sont eux aussi présents en force pour renforcer ce mouvement de solidarité avec les patients atteints de Covid-19 et leurs familles.

Par Abia Selles

En effet, des artistes installés en Algérie et ailleurs se sont mobilisés à travers différents programmes d'aide pour assurer des bouteilles d'oxygène, des médicaments et d'autres moyens de première nécessité pour une meilleure prise en charge des malades du Covid-19.

En matière de sensibilisation, c'est le collectif Arts et sciences qui a réussi à faire participer le maximum d'artistes dans une semaine de sensibilisation contre cette pandémie. Précisant que cette dernière menace la vie des gens dans les quatre coins du monde, des artistes et des médecins ont pris la parole pour expliquer la gravité de la situation. Le concept de ce mouvement de sensibilisation est qu'un artiste aille chaque jour à la rencontre d'un scientifique pour avoir le maximum d'informations afin d'éviter la contamination de ce maudit virus. Les artistes participants posent des questions très détaillées et très précises qui intéressent les citoyens.

Ce mouvement de sensibilisation a été lancé jeudi dernier par la comédienne Souhila Mallem et le médecin Fella

Hocine qui sont revenues sur l'importance des gestes barrières. D'Hocine a insisté, dans ce sens, sur la prise de conscience du danger de ce virus dont le seul moyen pour l'éviter est de respecter les gestes barrières et la vaccination.

Vendredi, c'est Timoucha, de son vrai nom Mina Lachter, qui est allée à la rencontre du médecin pneumologue Merouane Messekher. Ce dernier a expliqué comment le virus peut entrer dans les poumons et causer des difficultés respiratoires aux personnes atteintes. Le médecin est revenu aussi sur le manque d'oxygène dans les hôpitaux vu le nombre élevé des malades et la forte demande sur ce produit. Il a même rappelé la souffrance des blouses blanches face à cette situation qui les affaiblit sur tous les plans.

Hier, c'est la comédienne Imen Noel qui est revenue sur l'importance de la vaccination avec le médecin et chercheur de l'hôpital d'Oxford, en Angleterre, Badredine Boussadia. L'artiste a posé des questions bien précises pour faire face aux fake news et donner des réponses convaincantes. Le chercheur n'a pas ménagé quant à lui le



moindre effort pour donner le maximum d'informations, précisions et conseils. Le program-

me de cette semaine de sensibilisation se poursuit avec des rencontres riches en matière

d'informations et de conseils avec Souha Chatsi Oulha et Tarek Bouarara qui parleront du rapport entre le moral et le Covid avec le médecin Rima Ouichen, ainsi que la chanteuse Samira Brahmia et l'acteur Samir Ziane qui aborderont avec le Docteur Yacine Blahi les premières démarches à faire après la contamination par le virus.

La communication des docteurs Badredine Boussadia et Merouane Messekher avec la comédienne Hilda Amira sera destinée aux familles et entourage des personnes atteintes de Covid-19 pour les aider à se maîtriser et soutenir le malade dans ces moments difficiles.

Ce programme d'une semaine sera clôturé avec la chanteuse, comédienne et influenceuse Numidia Lezoul qui s'est engagée pleinement dans l'aide et la sensibilisation des citoyens ces dernières semaines. L'artiste abordera avec l'ensemble des médecins participants à cette semaine d'information les inconvénients des fake news sur la gestion de cette crise sanitaire.

Il est à noter que ce programme est à suivre sur les comptes Instagram des participants.

A. S.

Un doyen de la musique andalouse nous quitte

Cheikh Hacène Benchoubane est décédé

Cheikh Hacène Benchoubane, un des doyens de la musique andalouse, est décédé vendredi à l'âge de 87 ans des suites des complications liées à sa contamination au coronavirus, a-t-on appris auprès de ses proches. Né au quartier de Notre-Dame d'Afrique à Alger, Hacène Benchoubane a été nourri dès son enfance aux sources de la musique andalouse et pétri dans le moule d'une lignée de mélomanes. Le défunt sera initié à la musique andalouse par son père Rachid, lui-même élève de l'association El

Moutribia, créée en 1909, avant d'intégrer, plus tard, des ensembles andalous composés notamment des musiciens comme les regrettés Dahmane Benachour, Hadj Mahfoud Saddek Bejaoui, Mustapha Kechkoul et Mahieddine Lakehal. Au début des années 50, Hacène Benchoubane rejoint le conservatoire d'Hussein-dey sous le regard bienveillant du regretté maître Abdelkrim Dali qui lui a appris les rudiments de la Senâa. Embarqué en 1956 par l'armée coloniale pour son militantisme au sein du FLN, Hacène

Benchoubane est emprisonné jusqu'à la fin 1961. A sa libération, il entre au Conservatoire municipal de musique et de déclamation d'Alger où il poursuit de 1962 à 1968 son apprentissage à l'instrument et au chant avec le regretté professeur Abderrahmane Belhocine. Obtenant plusieurs prix au conservatoire, il poursuit sa formation musicale au quartier de Ruisseau où il put dénicher, entre 1963 et 1964, un local au sein duquel l'Association musicale «El Fen Ouel Adab» verra le jour. Poursuivant son cursus, le défunt

évolua sous la houlette de Omar Khodja, alors premier président de l'association et professeur de musique, avec des musiciens qui deviendront de grands maîtres de la musique andalouse, dont les frères Mustapha et Mohamed Boutriche, Boualem Hamroune, Abdelhafid Djenidi, Slimane Loubari et Yahia Guidri. L'Association El Fen Ouel Adab accueillera dès 1975, grâce à l'impulsion de Mohamed Boutriche, de jeunes artistes promis à de belles carrières, à l'instar de Smail Kheddoum, Nasreddine Chaouli, Hamidou et

Yacine Bouzama. Le défunt fera ensuite partie de l'orchestre national andalou la Radio nationale, dirigé par le maître Abderrazak Fakhardji et évoluera aux côtés d'illustres instrumentistes dont les regrettés Abdelkrim Mahamesadji, Boujdema Ferguène, Zerrouk Mokdad et les frères Bahar. Virtuose de la mandoline, il intègre l'orchestre du grand Mohamed Kheznadji, avec lequel il animera plusieurs concerts en Algérie et se produira dans nombre de villes du monde, Paris, New York, Washington, Séville et Rome notamment. Dans son volet formateur au Conservatoire de déclamation et de chant d'Alger, Hacène Benchoubane verra transiter par ses classes nombre de jeunes qui connaîtront la célébrité, à l'image, entre autres, de Selma Kouiret, Radia Manel, Sid-Ali Driss et Toufik Aoun. Depuis 2001, Hacène Benchoubane a rejoint l'orchestre du musicologue Rachid Guerbas qui rassemble les trois écoles du pays (Senâa d'Alger, Gharnati de Tlemcen et Malouf de Constantine) dans le but de donner un souffle nouveau au patrimoine musical andalou. L. B.

Festival culturel «Raconte-Arts»

La 17^e édition annulée à cause du Covid-19

La 17^e édition du Festival culturel «Raconte-Arts», prévue du 13 au 20 août au village «Ath-Ouabane» (Tizi-Ouzou), a été annulée suite à la «forte dégradation» de la situation sanitaire causée par la pandémie de coronavirus, annoncent les organisateurs sur la page Facebook du festival. «Raconte-Arts 2021 n'aura pas lieu cette année et même son report pour l'automne n'est plus envisageable, compte tenu de la situation sanitaire qui s'est

fortement dégradée», ont fait savoir les organisateurs sur la page du festival. Annonçant «avec prudence» la possibilité d'organiser la 17^e édition de ce festival en juillet 2022 au village «Ait-Aissi» de Yakourene, les organisateurs recommandent aux postulants à la participation déjà inscrits, de «renouveler leur candidature l'année prochaine». La proposition d'organiser une semaine culturelle au Village «Ath-Ouabane», «dont la forme et

le fond seront discutés en temps opportun avec ses représentants», a également été évoquée par les organisateurs, en compensation, ont-ils estimé, du grand dévouement et de l'hospitalité manifestés par les habitants de ce village où devait avoir lieu cette manifestation lors de l'édition 2021. Lancée en 2004 à Ath-Yenni, à l'initiative d'amis, notamment El Hacène Metref et Denis Martinez, l'aventure «Raconte-Arts», festival culturel

itinérant, est depuis encadrée par la Ligue des Arts cinématographiques et dramatiques. Depuis sa création, le Festival culturel «Raconte-Arts» a empli de ses sonorités et de ses couleurs autochtones pas moins de 15 villages à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, dont le dernier au village «Sahel», dans la commune de Bouzguène, et un dans la wilaya de Béjaïa lors de la 6^e édition tenue en 2010.

M. K.



Afghanistan

Les talibans s'emparent d'une deuxième capitale provinciale

■ Les talibans se sont emparés, hier, de la ville de Sheberghan (nord), deuxième capitale provinciale à tomber aux mains des insurgés en moins de 24 heures et depuis le début du retrait définitif des forces étrangères d'Afghanistan en mai.

Par Mourad M.

«**M**alheureusement, les talibans se sont emparés de la ville de Sheberghan», a indiqué à l'AFP Qader Malia, vice-gouverneur de la province de Jawzjan, dont Sheberghan est la capitale, ajoutant que «les forces (afghanes) et les responsables ont fui vers l'aéroport». La province de Jawzjan est le bastion du maréchal Abdul Rashid Dostom, puissant dirigeant de milice ouzbek, réputé pour sa loyauté changeante et sa barbarie. Si son bastion de Sheberghan devait rester aux mains des talibans, ce serait un nouveau revers pour le gouvernement qui a récemment fait appel aux anciens chefs de guerre et à diverses milices pour ten-

ter d'endiguer l'avancée des insurgés. Les talibans se sont rendus maîtres vendredi d'une première capitale provinciale, Zaranj (sud-ouest), sans réelle résistance des forces afghanes, déjà occupées à défendre plusieurs autres capitales provinciales à travers le pays. Un conseiller du maréchal Dostom a confirmé la chute de Sheberghan. «Les forces de sécurité et les responsables se sont retirés dans une zone située à environ 20 km de la ville. Ils s'étaient déjà préparés, notamment en y transférant assez de munitions pour se défendre face à une attaque des talibans», a-t-il précisé. Les talibans se sont emparés ces trois derniers mois de vastes territoires ruraux, et dirigent désormais leurs offen-



PH. > D. R.



Commentaire

Prison

Par Fouzia Mahmoudi

En 2008, Barack Obama avait fait de la fermeture de la prison de Guantanamo l'une des promesses les plus emblématiques de sa campagne présidentielle. Pourtant, treize ans plus tard, la prison américaine, située sur l'île de Cuba, est toujours active et abrite toujours une quarantaine de prisonniers. Mais le sort de ce centre de détention n'en est pas oublié pour autant et cette semaine des élus démocrates ont pressé le président américain Joe Biden de fermer la prison militaire de Guantanamo et de libérer ou juger les 39 derniers détenus présumés complices d'Al-Qaïda. A l'approche du 20^e anniversaire des attentats du 11-Septembre, 75 élus de la Chambre des représentants ont invoqué, dans une lettre ouverte au président, le coût excessif de ce centre de détention controversé. «La prison de Guantanamo a abrité jusqu'à 800 prisonniers, mais elle ne détient actuellement que 39 hommes, dont beaucoup sont âgés et de plus en plus faibles», soulignent-ils dans cette lettre. «Selon des informations de presse, la prison coûte plus de 500 millions de dollars par an, soit un coût annuel exorbitant de 13 millions de dollars par prisonnier», ajoutent-ils. Le fait qu'elle n'ait toujours pas été fermée 20 ans plus tard «entache notre réputation à l'étranger et sape notre capacité à défendre les droits humains et l'État de droit», notent les élus. La prison de Guantanamo a été ouverte début 2002 pour notamment détenu des membres d'Al-Qaïda et complices présumés des auteurs des attentats du 11-Septembre 2001. «Nous reconnaissons que fermer la prison va prendre du temps, mais nous pensons qu'il est temps que vous preniez des décisions», écrivent les élus démocrates à Joe Biden. Ils proposent que certains des détenus soient jugés par des tribunaux fédéraux, que d'autres soient rapatriés dans leur pays et que les derniers soient envoyés dans des pays tiers qui s'engageraient à ce qu'ils soient bien traités et qu'ils ne représentent pas une menace pour les États-Unis. La plupart des détenus de Guantanamo ont été incarcérés malgré des preuves fragiles sur leur implication. Beaucoup ont été torturés dans des sites secrets de la CIA avant leur transfert à Guantanamo. Barack Obama avait ordonné la fermeture de la prison en janvier 2009, à son arrivée au pouvoir, dans l'idée de faire juger les prisonniers par des tribunaux civils. Mais la décision, très impopulaire, avait été bloquée au Congrès. Obama a alors préféré faire libérer discrètement des centaines de détenus dont la sortie avait été approuvée par la Commission de révision de la Présidence. Ces libérations ont été interrompues sous Donald Trump. Elles ont repris sous Joe Biden, cinq détenus ayant vu leur libération approuvée depuis janvier. Douze détenus de Guantanamo, dont Khalid Sheikh Mohammed, le cerveau présumé des attentats du 11-Septembre, attendent d'être jugés par une commission militaire, qui n'a émis que deux condamnations en deux décennies. Reste à voir si cette nouvelle demande des démocrates aboutira cette fois-ci à la fermeture de la célèbre prison ou si, comme toujours depuis vingt ans, de multiples raisons et excuses seront avancées pour retarder une fois encore l'arrêt définitif de ce centre de détention, vestige des années Bush.

F. M.

sives sur les grandes villes, encerclant plusieurs capitales provinciales, dont Kandahar et Hérat, deuxième et troisième villes du pays. Si la prise de Zaranj – capitale de la province désertique de Nimroz, à la frontière iranienne – n'a guère d'importance stratégique, la capitulation des forces afghanes est un signe inquiétant pour d'autres villes isolées. Sur les réseaux sociaux, les messages diffusés par les talibans suggèrent un accueil plutôt chaleureux de la part des civils à Zaranj, une ville ravagée par le crime. Ces publications montrent les talibans brandissant leurs drapeaux sur des véhicules militaires, alors que des jeunes hommes et garçons les acclament. Il est cependant difficile de savoir si ces réactions suggèrent un réel soutien aux insurgés ou si les civils doi-

vent montrer leur soutien afin d'assurer leur survie. Les insurgés ont, selon des responsables, relâché tous les prisonniers à Zaranj. Une vidéo publiée sur Twitter montre également des foules pillant les bureaux du gouvernement, volant bureaux, chaises et télévisions. L'authenticité de ces images n'a pas pu être vérifiée. «Les forces de sécurité afghanes perdent le moral à cause de la propagande incessante des talibans», a expliqué à l'AFP un haut responsable de Nimroz, qui a demandé l'anonymat. «Même avant les attaques talibanes... beaucoup de forces afghanes ont baissé les armes, enlevé leurs uniformes, quitté leurs unités et fui», a-t-il raconté. Depuis Kunduz, ville du Nord assiégée par les talibans depuis des semaines, l'activiste Rasikh Marof a raconté à l'AFP par télé-

phone que les combats ont fait rage la nuit dernière près du centre-ville, sans que les talibans ne puissent cependant gagner du terrain. Les forces gouvernementales ont «sérieusement défendu la ville pour empêcher les talibans d'entrer», a-t-il expliqué, précisant que ces derniers utilisaient «des mortiers et des armes lourdes». Les forces afghanes ont eu recours à des frappes aériennes, selon M. Marof et un responsable local. «De nombreux magasins ont fermé et les gens restent chez eux pour se protéger», a continué l'activiste. Selon le D'Fazli, responsable de la santé pour la province de Kunduz, contacté par l'AFP dans la matinée, 38 blessés et 11 morts civils avaient été emmenés à l'hôpital principal de la ville depuis la reprise des violences la nuit dernière. M. M.

Maroc/drame des ouvriers de Tanger

Manifestation lundi des familles des victimes

Les familles des victimes de la Lnoyade d'ouvriers dans un atelier de textile, survenue en février à Tanger (Maroc) envisagent d'organiser, lundi prochain, une manifestation pour réclamer un comité d'enquête indépendant et une indemnisation urgente qui tarde à venir six mois après le drame qui a fait 29 morts, ont rapporté samedi des médias locaux. Dans un communiqué relayé par des médias marocains, les familles ont réclamé «le soutien de l'ensemble des travailleurs et les ouvriers du secteur textile de Tanger et de toutes les forces démocratiques et vives» afin de commémorer la mémoire des 29 ouvriers, six mois après leur disparition tragique. Zainab al-Sayeh, une

représentante des familles citée par des médias, a déclaré que «les familles n'ont reçu aucune indemnisation», soulignant la nécessité «de tenir pour responsables toutes les personnes impliquées dans ce crime, dont le ministère de tutelle, le délégué au travail et toutes les personnes concernées». La militante a ajouté que les familles réclament un «comité d'enquête indépendant, une indemnisation urgente pour les familles et une prise en compte de leur situation économique difficile», en plus de la poursuite de toutes les personnes impliquées dans cette tragédie. Les familles avaient écrit auparavant à un certain nombre de parties, dont le Premier ministre, mais, selon la

source, «le dossier ne connaissait toujours pas de solution, malgré les nombreuses promesses faites après l'incident». En février dernier, 29 ouvriers, en majorité des femmes, ont trouvé la mort dans une usine clandestine de textile, une tragédie qui a suscité une vague d'indignation au Maroc comme à l'étranger du pays. Le secteur informel représente 20% du produit intérieur brut du pays, selon les données officielles. Au moins 2,4 millions de Marocains travaillent dans des conditions désastreuses, sans sécurité sociale, sans assurance médicale, sans plan de retraite et sans aucune protection juridique, d'après les rapports officiels.

R I

Covid-19/ Tunisie

Six millions de doses de vaccin reçues en 15 jours

■ Lors d'un discours diffusé jeudi dans la soirée par la télévision centrale, le président tunisien, Kaïs Saïed, a révélé que son pays s'est doté de six millions de doses contre le nouveau coronavirus durant les 15 derniers jours.

Par Moncef D.

«**A**u cours des prochains jours, plus de six millions de doses supplémentaires seront reçues en deux phases, dont deux millions de doses pour la première et quatre millions de doses pour la seconde», a souligné M. Saïed.

Le chef d'Etat tunisien a saisi l'occasion pour solliciter une grande affluence, ce dimanche, auprès de plus de 330 centres de vaccination devant être ouverts à la catégorie de Tunisiens âgés de plus de 40 ans. Il s'agit d'une journée nationale de vaccination, sur tout le territoire du pays. Une initiative lancée par les autorités tunisiennes sous la supervision d'une cellule de gestion de la crise sanitaire, dirigée par la direction de la Santé militaire. Cette campagne se poursuivra dans la période à venir pour viser, progressivement, d'autres catégories sociales.

«N'hésitez pas un instant pour vous faire vacciner jusqu'à ce que nous récupérons un vie normale (...) et n'oubliez pas de rappeler certains, qui ont perdu la mémoire, que nous ne voulons pas retourner à ces douloureux souvenirs, pleins de bactéries et de virus», a noté le président

tunisien.

D'après lui, «le virus a perdu son équilibre et commence à perdre du terrain et ce, grâce aux efforts des cadres médicaux et paramédicaux et de l'appui de pays ayant aidé la Tunisie pendant l'épidémie via la fourniture d'équipements et des quantités d'oxygène».

A noter que le ministre tunisien de la Santé, Mohamed Trabelsi, avait récemment révélé que l'objectif sera d'administrer des vaccins à 50 % de la population pour ainsi espérer aboutir à une immunité collective de 80 % à fin octobre prochain.

Confinement de trois jours en Libye

Les autorités libyennes ont annoncé jeudi soir un confinement strict de trois jours à partir de samedi pour lutter contre la flambée des contaminations au Covid-19.

Ce confinement sera appliqué dans le centre et l'ouest du pays, dont la capitale Tripoli, a précisé le gouvernement libyen.

Il intervient une dizaine de jours après l'instauration d'un couvre-feu partiel de 18h00 à 06h00 locales (16h00 à 04h00 GMT). Lundi dernier, la Libye a réceptionné deux millions de doses de vaccin du laboratoire



chinois Sinopharm.

Selon le Premier ministre libyen, Abdelhamid Dbeibah, qui a appelé la population à se faire vacciner, un autre lot de 1,5 million d'autres doses sera réceptionné «dans les prochaines semaines».

Depuis le début de la pandémie, la Libye, qui compte

quelque sept millions d'habitants, a officiellement recensé 256 328 contaminations, dont 3 579 décès.

D'après le ministère libyen de la Santé, le taux d'infection dans le pays avait reculé de 68 % à 24 % grâce aux dernières mesures sanitaires, dont l'interdiction des réunions publiques

et l'imposition d'un couvre-feu.

Une campagne de vaccination «exceptionnelle» vient d'être lancée, permettant à tous ceux âgés de plus de 18 ans – qu'ils soient Libyens ou étrangers – de se rendre dans des centres de vaccination pour s'y faire immuniser.

M. D.

Sahara occidental/Maroc/Occupation

L'évolution de la position américaine bat en brèche la propagande marocaine

Les signes positifs montrés récemment par l'administration américaine sur le règlement du conflit au Sahara occidental laissent constater une évolution de la position des Etats-Unis, un progrès qui bat en brèche la propagande marocaine sur ce dossier. Pour féliciter la contribution des Etats-Unis dans la lutte contre la pandémie de Covid-19, le président des Etats-Unis, Joe Biden, a publié, mardi soir, un message sur son compte Twitter, illustré par une carte mondiale dans laquelle le Sahara occidental apparaît comme un territoire distinct et séparé du Maroc.

Commentant le tweet de Biden, le journaliste et opposant marocain, Ali Lmrabet, s'est interrogé : «Est-ce une erreur ou un message, d'autant plus que le compte officiel du président des Etats-Unis ne fait rien au hasard», a-t-il écrit dans un tweet. Auparavant, un porte-parole du département d'Etat américain a affirmé que Washington soutenait un processus politique «crédible» au Sahara occidental conduit par les Nations unies en vue de concrétiser la stabilité dans la région.

«Nous nous concertons avec les parties sur les meilleures voies à même d'arrêter la violence et de concrétiser un règlement durable», a déclaré ce diplomate américain sous couvert d'anonymat

à la chaîne Al Hura.

La déclaration du porte-parole du département d'Etat vient appuyer, en effet, celle tenue par Joey Hood, secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires du Proche-Orient, lors de sa visite la semaine passée dans la région.

«Notre position claire est : nous voulons voir un processus dirigé par l'ONU qui aboutit à un accord acceptable par toutes les parties et qui mène à la paix et à la stabilité, c'est ce qu'il y a de mieux pour la région et c'est (l'approche) à laquelle nous allons consacrer notre temps, notre énergie et nos efforts», avait notamment déclaré Joey Hood au terme de sa visite en Algérie.

Ces derniers jours, le Maroc a essuyé un autre revers diplomatique, celui du maintien de l'aval du département d'Etat pour l'utilisation de l'aide américaine au Maroc dans les territoires sahraouis.

Cette décision s'inscrit à l'opposé de la décision de l'ancien président américain, Donald Trump, de reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, et réaffirme également la position du Congrès américain, notamment du Sénat qui refuse d'accorder à Rabat le statut de la puissance administratrice.

Si le texte relatif à la question a rendu ces financements destinés au Maroc dis-

ponibles à l'assistance au Sahara occidental, il stipule, cependant, que ce feu vert est soumis à l'approbation du département d'Etat.

En 2017, la commission du Sénat en charge des dotations budgétaires a consacré à l'aide accordée au Sahara occidental un chapitre séparé de celui du Maroc, pour confirmer que ce territoire est occupé. La commission sénatoriale avait, alors, affirmé que tous les fonds accordés aux territoires sahraouis occupés seront gérés par la Mission pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (Minurso), en consultation avec le Sénat.

Sur cet élan, l'administration Biden a décidé de «reconsidérer» la vente de drones et d'autres armes au Maroc en raison de la série interminable de scandales impliquant Rabat, dont l'affaire du logiciel espion Pegasus, et des violations croissantes par l'occupant marocain des droits de l'Homme au Sahara occidental.

En juin dernier, le département d'Etat américain avait évoqué un changement d'approche de la part de l'administration du président Joe Biden concernant la question sahraouie.

«Je n'ai rien à annoncer pour le moment, mais je pense que si vous regardez le Sahara occidental dans le

cadre de l'approche plus large de la région adoptée par l'administration précédente dans le contexte des accords d'Abraham, c'est là que l'on constate une certaine différence d'approche», avait alors déclaré le porte-parole du département d'Etat, Ned Price, en référence à la reconnaissance par l'ancien président Trump de la prétendue souveraineté du Maroc sur ce territoire occupé.

Le dossier du Sahara occidental est revenu au-devant de la scène, après l'annonce par le gouvernement sahraoui de la fin de son engagement vis-à-vis du cessez-le-feu conclu en 1991, en réponse à l'agression militaire marocaine dans la zone tampon d'El Guerguerat.

Depuis l'annonce par Trump de sa décision unilatérale sur le Sahara occidental, de nombreux appels à travers le monde, et même aux Etats-Unis, ont été lancés, et se poursuivent jusqu'à ce jour, demandant à Joe Biden de l'annuler, étant en contradiction avec la Constitution américaine et le principe du droit à l'autodétermination, reconnu par les Nations unies.

L'ONU ne cesse de réaffirmer sa position inchangée vis-à-vis de la question sahraouie et considère le Sahara occidental occupé comme un territoire non-autonome, en attente de décolonisation.

R. M.



Turquie

Ghezal à un pas d'être transféré définitivement au Besiktas

L'ailier international algérien, Rachid Ghezal, dont le prêt de Leicester City (Premier league anglaise) au Besiktas (Div.1 turque de football) a pris fin, devrait être transféré définitivement au club stambouliote pour un nouveau contrat de quatre saisons, rapporte vendredi le site spécialisé Foot Mercato. «Auteur de 8 buts et 18 passes décisives "meilleur passeur du championnat" en 35 matchs, Ghezal est à un pas de signer définitivement dans le club turc. Un accord tripartite est proche

d'être trouvé», a précisé la même source. Ghezal (29 ans) avait rejoint le club stambouliote en octobre 2020, pour un prêt d'un an sans option d'achat, en provenance de Leicester City (Angleterre), avec lequel il est sous contrat jusqu'en 2022.

«Leicester devrait récupérer 3 millions d'euros avec bonus. L'international algérien devrait quant à lui signer pour quatre saisons. En parallèle, Besiktas tente d'attirer Diego Costa et Diego Godin», ajoute Foot Mercato.

JO-2020/Cyclisme

L'entraîneur allemand qui a tenu des propos racistes suspendu

L'Union cycliste internationale (UCI) a suspendu vendredi jusqu'au 31 décembre 2021 Patrick Moster, directeur sportif de l'équipe d'Allemagne qui avait tenu des propos à caractère raciste durant les Jeux olympiques 2020 de Tokyo. «Après l'incident du 28 juillet, la commission de discipline a immédiatement suspendu à titre provisoire M. Moster, arguant du fait que ces déclarations étaient discriminatoires et contraires aux règles élémentaires de décence», a expliqué l'UCI. «M. Moster a depuis reconnu devant la commission de discipline qu'il avait commis une infraction à la réglementation de l'UCI et a accepté une suspension jusqu'au 31 décembre 2021,

durant laquelle M. Moster ne pourra participer à aucun titre à aucun événement organisé sous l'égide de l'UCI», a-t-elle ajouté. Durant le contre-la-montre messieurs des JO-2020, M. Moster a fait une comparaison à caractère raciste alors qu'il encourageait l'un de ses coureurs Nikias Arndt, qui s'apprêtait à rattraper deux concurrents partis avant lui, l'Erythréen Amanuel Ghebregzabhier et l'Algérien Azzedine Laqab.

La scène a été diffusée à la télévision en direct. A l'issue de la course, Patrick Moster avait présenté ses excuses, avant d'être renvoyé en Allemagne sur décision du Comité olympique allemand.

MC Alger

Un centenaire sur fond de scandales

■ Le doyen des clubs algériens a fêté hier, samedi, son centenaire dans un contexte très spécial, avec une autre saison à blanc sans le moindre titre, malgré les grands moyens déployés par l'actionnaire majoritaire qui n'est autre que la plus grosse compagnie pétrolière d'Afrique, Sonatrach.



L'histoire du Mouloudia est intimement liée à la résistance au colonialisme

Par Mahfoud M.

Une saison où les scandales ont été à l'honneur, avec un entraîneur qui a été débauché, puis réintégré, en plus de la fameuse affaire de boîte de nuit où des joueurs ont été filmés en train de prendre du bon temps et de dilapider leur argent, alors qu'ils se plaignaient du retard dans les salaires. Pourtant, cette saison

devait être spéciale, puisqu'elle est celle du centenaire et les dirigeants voulaient la fêter comme il se doit en décrochant un titre local, voir continental, étant donné que l'équipe était engagée en Ligue des champions d'Afrique en compagnie du CRB. Heureusement que les inconditionnels du grand Mouloudia ont sauvé l'honneur du «Doyen» en décidant de fêter l'événement d'une tout autre manière que de dépenser des millions sur les fumigènes et autres objets pyrotechniques. Les fans du Mouloudia, et cela les honore grandement, ont décidé de mettre en place une énorme cagnotte pour créer des centrales d'oxygène dans les hôpitaux de la capitale, avec pour slogan : «Makache fumigène, kayane oxygène» (traduire : il n'y a pas de fumigène, il y a de l'oxygène). L'initiative a été lancée et elle devrait être bouclée dans les jours à venir, pour tenter de sauver des vies et aider les hôpitaux dans cette grave crise sanitaire que traverse notre pays. Pour revenir aux résultats techniques du MCA ces dernières années, ils restent très insuffisants par rapport aux moyens dont disposait à chaque fois le club qui est bien pris en charge par rapport à d'autres formations qui ne bénéficient pas des mêmes aides, même si la mauvaise gestion de certains dirigeants a toujours gangréné cette formation qui ne dispose même pas de son propre stade.

L'histoire de ce club est pourtant glorieuse, puisque créé par feu Abderrahmane Aouf dit «Baba Hamoud» pour défendre la cause algérienne du joug colonial à travers le football. Le MCA, également club omnisports, a dû attendre la saison 1935-1936 pour accéder en première division. C'est durant les années 1970 que le Mouloudia est parve-

nu à dominer le football national puis africain, grâce à une pléiade de joueurs talentueux menés par Omar Betrouni et Zoubir Bachi. Considérée comme l'âge d'or du MCA, la période post-indépendance 1970-1980 a été riche pour le club en matière de titres et de consécration. Il a fallu attendre un demi-siècle pour assister au premier titre majeur des Mouloudiens : la Coupe d'Algérie en 1971. Sous la houlette du regretté Ali Benfeddah, le MCA remporte sa première Coupe d'Algérie face à l'USM Alger (2-0), spécialiste de l'épreuve, qui était à sa 3^e finale de rang. Ce sacre permet au Mouloudia de participer à sa première Coupe du Maghreb des vainqueurs de coupe, organisée à Alger, précisément au stade municipal de Ruisseau (20-Août-1955 actuellement, ndlr). Une année plus tard, le Mouloudia est parvenu à décrocher son premier sacre de champion, enclenchant ensuite une véritable dynamique de titres, puisque les Algérois ont réussi à s'adjuger la Coupe d'Algérie 1973, toujours face à l'USMA (4-2, a.p). L'apogée de la gloire a été atteint en 1976, une année qui a vu les joueurs de l'entraîneur emblématique Abdelhamid Zouba écraser tout sur leur passage. Si le club échoue en finale de la Coupe maghrébine, il se rachète en décrochant un triplé qu'aucune autre équipe algérienne n'a réussi à égaliser jusque-là (Championnat - Coupe d'Algérie - Coupe d'Afrique), grâce notamment à des attaquants emblématiques : Betrouni, Bachi, Bousri, Bachta et Benchikh, pour ne citer que ceux-là. Le MCA a décroché ensuite des titres dans les années 1980 et 1990, mais cela reste insuffisant pour un aussi prestigieux club comme le Mouloudia qui se devait même de dominer l'Afrique. M. M.

Zenir : «Triste de voir le club dans cette situation»

Le défenseur emblématique du MC Alger, Abdelwahab Zenir, a poussé un cri de colère quant à la situation actuelle du club algérois, qui a fêté hier le 100^e anniversaire de sa création, sans pour autant parvenir à remporter le moindre titre. «Je suis triste et écœuré par la situation dans laquelle se trouve le Mouloudia aujourd'hui. La gestion est très contestée, ce qui a empêché le club d'amorcer son départ, les dirigeants actuels ont failli dans leur mission, il faut dire les choses telles qu'elles sont. J'aurais aimé vivre cette célébration autrement et voir le MCA dans une meilleure situation, mais malheureusement ce n'est pas le cas», a indiqué Zenir dans un entretien à l'APS. Né le 10 novembre 1951 à Alger, Abdelwahab Zenir faisait partie de la génération dorée des années 1970 qui a tout écrasé sur son passage, avec notamment un triplé historique en 1976 : Championnat - Coupe d'Algérie - Coupe d'Afrique des clubs champions. «Cela fait déjà cinq ans que le Mouloudia n'a plus remporté de titre, ce n'est pas normal pour un club comme le MCA, qui représentait par le passé un exemple à suivre en matière de stabilité et de tro-

phées. L'équipe n'a plus d'âme, c'est regrettable qu'on puisse en arriver là. Pourtant, Sonatrach (actionnaire majoritaire, ndlr) a mis beaucoup de moyens, pour rien finalement», a-t-il ajouté, avec un ton coléreux. L'ancien international algérien (10 sélections entre 1971 et 1974) n'a pas hésité à remettre en question la gestion du club concernant les festivités du centenaire, finalement reportées à une date ultérieure en raison de la situation sanitaire liée au Covid-19. «Il n'y a qu'à voir l'amateurisme de la direction dans la gestion du dossier des festivités. Ce rendez-vous se prépare une année ou deux à l'avance, tout le monde voulait s'accaparer la célébration du centenaire, en annonçant des matchs de gala contre telle ou telle équipe. Au final, tout est reporté».

Les larmes de Derriche

En compagnie de Zoubir Bachi, Anouar Bachta et autre Omar Betrouni, l'ancien défenseur central du Mouloudia avait eu l'opportunité de côtoyer l'un des dirigeants les plus emblématiques du MCA, en l'occurrence Brahim Derriche (1907-

1995), considéré comme un véritable exemple de fidélité et de loyauté. «Nous étions une véritable famille unie et solidaire, deux vertus qui manquent terriblement à l'actuelle génération. Derriche, que Dieu ait son âme, était un père spirituel pour moi, il m'avait beaucoup aidé, sur et en dehors du terrain. Il nous appelait "mes fils", un vrai dirigeant dévoué». Zenir figurait parmi le groupe qui avait offert au MCA son premier titre majeur. Sous la houlette du regretté Ali Benfeddah, le club algérois remporte le 13 juin 1971 sa première Coupe d'Algérie face à l'USM Alger (2-0), au stade municipal de Ruisseau (20-Août-1955 actuellement). «Lors du départ au stade, j'étais assis dans le bus à côté de Derriche. Soudain, il a versé une larme, je lui ai demandé : "Qu'est-ce que tu as ?" Il m'a répondu : "Rien mon fils". J'ai insisté pour savoir, alors il m'a lancé une phrase que je ne suis pas prêt d'oublier : "J'ai peur de mourir et ne pas assister à ce premier titre". Je lui avais fait savoir qu'on allait tout faire pour ne pas le décevoir. J'ai raconté ça à mes coéquipiers dans le vestiaire et ça nous a beaucoup boostés sur le terrain».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

El Tarf

Plus de 20 ha d'eucalyptus et de broussailles détruits dans un incendie

VINGT deux hectares d'eucalyptus et de broussailles ont été détruits dans un incendie qui s'est déclaré vendredi à Bir Nekhla, relevant de la commune de Ain Kerma (El Tarf), a-t-on appris, hier, auprès de la direction locale de la Protection civile. Aussitôt alertés au sujet du feu de forêt, les éléments de la Protection civile se sont déployés sur les lieux pour éteindre les flammes qui ont ravagé 12 ha d'eucalyptus et 10 ha de broussailles, a précisé le chargé de communication de cette direction, le lieutenant Seif Eddine Madaci, ajoutant que 13 agents de différents grades ont été mobilisés ainsi que quatre camions anti-incendie. L'intervention de l'unité secondaire de Bouhadjar, assistée par la colonne mobile de la Protection civile et des services de la Conservation des forêts d'El Tarf, a permis de circonscrire cet incendie de forêt, a souligné la même source, signalant qu'aucune perte humaine n'est à déplorer.

Souk Ahras : plus de 460 ha de couvert végétal détruits par les flammes depuis juin

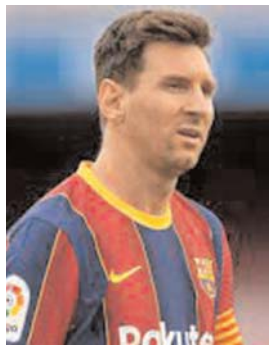
Au total, 465 ha de couvert végétal ont été ravagés dans les incendies qui se sont déclarés depuis le début du mois de juin dernier à travers les forêts de la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris, hier, auprès de la Conservation des forêts. Cette superficie, composée de 212,25 ha de forêts, 190,50 ha de buissons et 62,25 ha de broussailles, a été détruite dans 17 incendies déclarés dans la zone Sud de la wilaya, notamment dans les communes d'Ouled Moumène, Ouilène, Zaârouirra et Taoura, caractérisées par un relief difficile et des forêts de pin d'Alep, connus pour être très inflammable, a précisé à l'APS le conservateur local des forêts, Baroudi Belhou. La majorité de ces feux a été enregistrée durant le mois de juin, marqué par des journées de fortes chaleurs où le mercure avait dépassé les 43 °C, en plus de vents forts ayant rendu l'intervention des agents de la Conservation des forêts et ceux de la Protection civile difficile, a-t-il déclaré. M. Belhou a fait savoir que la Conservation des forêts a mobilisé 153 agents, dont 82 sont chargés de l'entretien, 44 agents d'intervention et 32 agents de surveillance à travers 10 tours de surveillance répartis à travers les massifs forestiers sensibles de la wilaya, relevant que depuis le début de la campagne anti-feux de forêt, 104 interventions ont permis de circonscrire des départs de feu

avant leur extension. Dans ce contexte, les autorités de la wilaya, qui accordent un grand intérêt pour la protection des ressources forestières, ont mobilisé 5 millions DA pour la rénovation et l'entretien des véhicules anti-incendie de la Conservation des forêts, a-t-on précisé. L'intervention des 17 brigades mobiles de la Conservation des forêts, disposant de 6 véhicules anti-feux équipés de citernes de 500 litres et de 11 véhicules tout-terrain, en coordination avec les unités de la Protection civile, a permis de sauver 13 000 ha de forêts, a-t-on affirmé, notant que le plus grand incendie a été enregistré durant la période comprise entre le 24 et le 28 juin derniers dans les forêts de Ouled Moumène. La lutte contre cet incendie avait connu une forte mobilisation des riverains de ces forêts, de nombreux acteurs de la société civile et des autorités de la wilaya, des daïras et des communes concernées. Des enquêtes ont été ouvertes par les services de la Gendarmerie nationale, en coordination avec les agents techniques des services des forêts pour déterminer les causes de ces incendies, a-t-on rappelé, indiquant que les agents des forêts ont intensifié leurs patrouilles de surveillance à travers les massifs forestiers sensibles ainsi que leurs actions de sensibilisation. La surface forestière de la wilaya de Souk Ahras s'élève à 96 000 ha, soit 22 % de la superficie globale de la wilaya estimée à 436 000 ha, a-t-on conclu.

Younès G.

Foot

Messi anime aujourd'hui une conférence de presse



LIONEL MESSI animera une conférence de presse aujourd'hui, trois jours après l'officialisation de son départ du FC Barcelone, a annoncé, hier, son club de toujours. La prise de parole de l'attaquant argentin de 34 ans, libre de tout engagement contractuel et proche du Paris SG selon les médias français, se

déroulera à 11h00 algériennes. Présent en Catalogne depuis 2000, «la Pulga» ne s'est pas exprimée publiquement depuis jeudi, jour où le Barça a renoncé à prolonger le contrat de sa vedette, en mettant en cause les règles de plafond salarial de la Liga. Vendredi en conférence de presse, le président de Barcelone, Joan Laporta, avait jugé impossible de s'accorder sur un nouveau contrat avec Messi, en raison de la situation financière dégradée du club et du salaire du joueur (74,9 millions d'euros nets annuels). Les «Blaugrana» ont essuyé une perte de 487 millions d'euros en 2020-2021. Selon RMC Sport, Messi aurait informé le PSG de son désir de rejoindre Paris et des discussions seraient en cours autour d'un contrat de deux ans avec une troisième saison en option.

Racim S.

Les athlètes algériens reviennent Des JO sans aucune médaille



Djalou@hotmail.com

Ain Defla

Deux militaires trouvent la mort suite à l'explosion d'une bombe

■ Deux militaires sont morts et un autre a été blessé vendredi, suite à l'explosion d'une mine de fabrication artisanale dans la wilaya d'Ain Defla, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Slim O.

«D ans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et de recherche dans la zone de

Tacheta Zougagha, wilaya d'Ain Defla en première Région Militaire, le 6 août 2021, et suite à l'explosion d'une mine de fabrication artisanale, le Djoundi contractuel Meziane Fouad et le Djoundi contractuel Ammour Salah Eddine sont tombés au champ d'honneur, tandis que le Djoundi Contractuel Dib Badreddine a été légèrement blessé», a précisé la même source. «Suite à ce tragique événement, Monsieur le général de corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, exprime ses sincères condoléances et sa

profonde compassion aux familles et aux proches des Chouhadat et souhaite un prompt rétablissement au Djoundi blessé», a ajouté le communiqué du MDN. L'Armée nationale populaire réitère son «engagement et sa détermination, par le biais des efforts fournis inlassablement dans la lutte antiterroriste, à traquer les résidus de ces criminels et les éliminer partout où ils se trouvent, sur l'ensemble du territoire national», a relevé la même source.

S. O.

Décès de Nouredine Bahbouh

Le Président Tebboune adresse un message de condoléances

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de condoléances à la famille et aux compagnons de l'ancien ministre et président du parti de l'Union des forces démocratiques et sociales (UFDS), Nouredine Bahbouh, décédé ce vendredi. «C'est avec un cœur résigné devant la volonté d'Allah, que j'ai appris la nouvelle du décès de l'ancien ministre et président du parti de l'Union des forces démocratiques et sociales (UFDS), Nouredine

Bahbouh», lit-on dans le message. «En cette douloureuse circonstance, je présente mes sincères condoléances à la famille du défunt et à ses compagnons, priant Allah le Tout-Puissant de prêter patience et réconfort à la famille du regretté, de le gratifier de Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en Son Vaste Paradis aux côtés de ceux qu'Il a comblés de Ses bienfaits. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons», a écrit le Président Tebboune.

R N